

Questions orales

sentera comme hausse de prix à la consommation pour les Canadiens qui vivent à l'est de la ligne de démarcation de la vallée de l'Outaouais et quand on pourrait s'attendre à de telles répercussions?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, nous ne pouvons être sûrs que cela se traduira nécessairement par une hausse de prix immédiate. Il s'écoulera peut-être quelques semaines au moins avant que la hausse du prix du pétrole brut se traduise par une augmentation au niveau des raffineries de l'Est. A ce moment, je crois que le gouvernement devra envisager la question du coût et voir, à la lumière des dernières augmentations, si une autre hausse se justifierait.

M. Stanfield: Le ministre peut-il dire à la Chambre si les hausses de prix des produits pétroliers qu'il a déjà approuvées, soit la toute dernière à entrer en vigueur il y a deux jours, je crois, tiennent présentement compte de toutes les augmentations précédentes du prix du pétrole brut étranger, c'est-à-dire celles antérieures à la plus récente annonce du Venezuela, ou doit-on s'attendre à d'autres hausses de prix à la suite des augmentations précédentes de prix du pétrole brut étranger sans même tenir compte de la toute dernière augmentation des prix vénézuéliens?

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur l'Orateur, à ma connaissance, les deux hausses les plus récentes tiennent compte des augmentations qui se sont produites au cours de l'automne, et plus particulièrement de la fin de septembre au début d'octobre, et celle qui s'est produite entre le milieu et la fin d'octobre a résulté des augmentations substantielles des prix vénézuéliens et arabes. Puis je crois qu'il y a eu une augmentation à la fin de l'été, en août, alors que les restrictions n'avaient pas encore été établies. Cette dernière ne s'est pas traduite par une hausse des prix, mais je ne m'attends pas à ce qu'elle fasse l'objet d'une demande de hausse des prix. Je ne m'attends pas pour le moment à recevoir d'autres demandes.

M. Stanfield: Monsieur l'Orateur, j'ai une autre question supplémentaire à poser. Vu les liens étroits établis par le ministre avec le gouvernement du Venezuela suite à sa visite là-bas, le ministre peut-il dire à la Chambre si on doit s'attendre dans un avenir rapproché à d'autres augmentations du prix officiel du pétrole brut de ce pays?

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur l'Orateur, il faut reconnaître que dans nos entretiens avec le Venezuela, celui-ci n'a pris aucun engagement relativement aux prix; il ne s'est montré intéressé à conclure une entente que sur la question des approvisionnements. Quant à savoir s'il y aura d'autres augmentations, cela dépendra, je crois, de l'offre à l'échelle mondiale; il est fort possible que le gouvernement du Venezuela estime justifiées d'autres augmentations des taxes sur le pétrole au cours des mois à venir.

LE PROJET D'UN ORGANISME GOUVERNEMENTAL POUR
L'ACHAT DE PÉTROLE VÉNEZUÉLIEN—LE DÉBLOCAGE
DES PRIX—LES INTENTIONS DU MINISTÈRE

M. David Lewis (York-Sud): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire à l'intention du ministre. Le gouvernement a-t-il songé plus à fond à la création d'un organisme gouvernemental qui achèterait le pétrole d'un gouvernement? Si je comprends bien sa réponse qu'il a donnée il y a quelques instants, le Venezuela n'a pas

[M. Stanfield.]

encore décidé s'il toucherait ses redevances en marchandises plutôt qu'en argent. Puis-je demander au ministre si l'on a poursuivi les discussions afin que le gouvernement vénézuélien soit encouragé à les toucher en marchandises puisque le Canada créera un organisme gouvernemental d'achat qui traitera avec le gouvernement vénézuélien.

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, je pense qu'une description exacte de notre position serait de dire que nous n'avons pas essayé de persuader le Venezuela d'agir de la sorte même si nous avons indiqué au gouvernement vénézuélien que nous aimerions discuter avec lui s'il prenait la décision de toucher les redevances en marchandises.

M. Lewis: Monsieur l'Orateur, puis-je demander au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources ou au premier ministre, à celui qui veut bien répondre, si ce n'est pas vrai que la décision du Venezuela de toucher les redevances en marchandises pourrait bien dépendre du fait qu'un client comme le Canada possède un organisme gouvernemental qui peut traiter directement avec lui? Si tel est le cas, le gouvernement peut-il prendre des mesures plus rapides pour établir l'agence nécessaire?

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur l'Orateur, je pense que la décision de toucher les redevances en nature ou non dépendrait de facteurs autres que l'existence d'une agence. Je reconnais qu'à plus long terme la possibilité de passer ce genre d'accord d'approvisionnement serait certainement favorisée par l'existence d'une telle agence au Canada. J'espère pouvoir annoncer sous peu à la Chambre la décision du gouvernement à cet égard.

M. Lewis: J'aimerais demander au ministre, ou au premier ministre, ou au ministre des Finances, bien qu'il soit absent, si le gouvernement a toujours l'intention d'abolir le blocage des prix le 31 janvier et de permettre aux prix d'augmenter dans tout le Canada à partir du 1^{er} février, et dans l'affirmative, de combien?

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur l'Orateur, comme le député le sait sans doute, le gouvernement de l'Alberta a aujourd'hui inauguré une session au cours de laquelle il apportera des modifications à ses lois relatives aux droits imposés sur le pétrole dans cette province, suite aux augmentations de prix. Des entretiens se poursuivent actuellement avec le gouvernement albertain, et je prévois qu'il y en aura d'autres cette semaine sur cette même question à laquelle est étroitement reliée celle des prix à compter du 1^{er} février. Je ne puis donner plus de précisions pour le moment.

L'AIDE FÉDÉRALE AUX TERRE-NEUVIENS
ÉCONOMIQUEMENT FAIBLES POUR LA HAUSSE DU PRIX
DU FUEL

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question supplémentaire au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Comme le prix du fuel à Terre-Neuve a doublé en trois ans et qu'il est maintenant beaucoup plus élevé qu'ailleurs au Canada, comme la consommation par habitant y est quatre fois plus élevée que la moyenne nationale, je demanderais au ministre, étant donné surtout le taux de chômage élevé dans cette province, s'il a eu des entretiens avec le gouvernement de Terre-Neuve, ou avec les provinces atlantiques, quant à cela, en vue de fournir une aide fédérale directe